

**Conseil de sécurité**

Distr. générale
29 mars 2004
Français
Original: anglais

Lettre datée du 26 mars 2004, adressée au Président du Conseil de sécurité par le Président du Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1373 (2001) concernant la lutte antiterroriste

J'ai l'honneur d'appeler votre attention sur ma lettre du 19 décembre 2003 (S/2003/1194). Le Comité contre le terrorisme a reçu du Bélarus le quatrième rapport ci-joint, soumis en application du paragraphe 6 de la résolution 1373 (2001) (voir annexe). Je vous serais obligé de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre et de son annexe comme document du Conseil de sécurité.

Le Président du Comité du Conseil de sécurité
créé par la résolution 1373 (2001)
concernant la lutte antiterroriste
(Signé) Inocencio F. **Arias**



Annexe

**Lettre datée du 26 mars 2004, adressée au Président du Comité
du Conseil de sécurité créé par la résolution 1373 (2001)
concernant la lutte antiterroriste par le Chargé d'affaires
par intérim de la Mission permanente du Bélarus
auprès de l'Organisation des Nations Unies**

D'ordre de mon gouvernement, j'ai l'honneur de vous transmettre ci-joint le quatrième rapport que la République du Bélarus soumet au Comité contre le terrorisme en application du paragraphe 6 de la résolution 1373 (2001) (voir pièce jointe).

Le Chargé d'affaires par intérim
(*Signé*) Alec **Ivanou**

Pièce jointe*

[Original : russe]

**Quatrième rapport soumis par la République du Bélarus
en application de la résolution 1373 (2001) du Conseil de sécurité
de l'Organisation des Nations Unies****Efficacité des mesures de protection des systèmes financiers**

1.1. Aux fins de l'application de l'alinéa a) du paragraphe 1 de la résolution, il est indispensable que les États disposent d'un appareil administratif efficace pour prévenir et réprimer le financement des actes de terrorisme. La République du Bélarus pourrait-elle donner des informations détaillées sur les fonctions des organismes qui, dans son droit interne, sont chargés de l'application des alinéas a), c) et d) du paragraphe 1 de la résolution ainsi que sur les dispositions législatives dont ils sont chargés d'assurer l'application. De quelle façon la République du Bélarus assure-t-elle la collaboration et l'échange d'informations entre les divers organismes publics qui participent aux investigations concernant les activités relatives au financement du terrorisme (police, douanes et autres organes compétents, par exemple)? La République du Bélarus a-t-elle créé les mécanismes nécessaires (tels que des « groupes spéciaux ») dans ce domaine?

Le Bélarus a adopté les dispositions législatives requises pour lutter contre le financement du terrorisme international et geler les comptes ayant un lien avec des organisations terroristes.

Les textes législatifs régissant le contrôle des opérations bancaires au Bélarus sont les suivants :

- Loi du 19 juillet 2000 relative aux mesures visant à prévenir le blanchiment de fonds obtenus par des moyens illicites, qui fixe les modalités du contrôle des opérations financières soumises à un contrôle particulier, en particulier le transfert international de capitaux provenant de régions où, selon les informations dont disposent les organes gouvernementaux compétents, sont fabriqués illicitement des stupéfiants ou des substances psychotropes, ou bien où se trouvent concentrés en quantités importantes des capitaux appartenant à des personnes dont il y a de bonnes raisons de supposer qu'elles participent à la fabrication illicite d'armes ou à leur propagation ou à des activités délictueuses de caractère international;
- Loi du 26 juin 1997 relative aux mesures de lutte contre la criminalité organisée et la corruption;
- Code bancaire;
- Code pénal;
- Code de procédure pénale.

* Les annexes sont conservées dans les archives du Secrétariat où elles peuvent être consultées.

Conformément à l'article 8 de la loi relative aux organes chargés de la sécurité publique et aux articles 6 et 7 de la loi relative à la lutte contre le terrorisme, les organes chargés de la sécurité publique ont pour fonctions, chacun en ce qui le concerne :

De lutter contre le terrorisme en prévenant, détectant, réprimant et instruisant les actes de terrorisme et en prévenant, détectant et réprimant les activités terroristes internationales;

De rassembler des informations sur les activités d'organisations terroristes étrangères et internationales, et de procéder à des enquêtes pénales préliminaires sur les crimes commis à des fins terroristes, conformément aux dispositions du code de procédure pénale qui leur sont applicables.

La collaboration et l'échange d'informations entre les organes chargés de la sécurité publique et les organismes gouvernementaux qui participent aux enquêtes concernant les activités relatives au financement du terrorisme sont régis par les dispositions de la loi relative aux mesures visant à prévenir le blanchiment de fonds obtenus par des moyens illicites et de la loi relative à la lutte contre le terrorisme. En outre, afin de rendre plus efficace la coopération entre les entités directement chargées de la lutte contre le terrorisme, le Bélarus a créé un centre antiterroriste auprès du Comité de la sécurité publique de la République du Bélarus.

Aux fins de l'application de l'alinéa a) du paragraphe 1 de la résolution 1373 (2001) du Conseil de sécurité de l'Organisation des Nations Unies, la Banque nationale de la République du Bélarus envoie régulièrement aux banques, conformément à l'article 3 du Code bancaire et à la décision No 10 du 28 janvier 2002 de la Direction de la Banque nationale relative à la cessation des transactions sur les comptes de terroristes, d'organisations terroristes et de personnes ayant des liens avec eux, des listes, communiquées par le Ministère des affaires étrangères, de personnes et d'organisations qui participent à des activités terroristes. Ladite décision prescrit aux banques de suspendre les opérations concernant les comptes de personnes physiques et d'organisations dont elles découvrent qu'elles ont des liens avec des organisations terroristes.

1.2. Aux fins de l'application de l'alinéa a) du paragraphe 1 de la résolution et de l'article 18 de la Convention internationale pour la répression du financement du terrorisme, il est indispensable que les institutions financières et autres professions intervenant dans les opérations financières (avocats, comptables, notaires, par exemple) soient légalement tenues de communiquer à la Cellule de renseignements financiers et autres autorités compétentes des informations détaillées sur leurs clients et de leur signaler toutes opérations suspectes. Le Comité serait reconnaissant au Bélarus de bien vouloir lui communiquer toutes informations sur les dispositions législatives qui permettent au Bélarus de satisfaire pleinement à cette exigence. Si de telles dispositions n'existent pas, la République du Bélarus pourrait-elle indiquer quelles mesures elle a l'intention de prendre pour donner pleinement effet à cette partie de la résolution?

Conformément au point 41 du Plan d'élaboration des projets de loi pour l'année 2004, que le Président de la République du Bélarus a approuvé par sa décision No 57 du 9 février 2004, le Centre national chargé de l'élaboration des projets de loi auprès de la présidence de la République travaille, en collaboration

avec les organes gouvernementaux concernés, à l'élaboration du projet de loi amendant et complétant la loi relative aux mesures visant à prévenir le blanchiment de fonds obtenus par des moyens illicites. Un groupe de travail composé des présidents des organes gouvernementaux compétents a été créé à cette fin. Il devra apporter à la loi les modifications nécessaires pour que soit créé le dispositif juridique qui permettra de lutter efficacement contre le financement du terrorisme.

1.3. Aux fins de l'application de l'alinéa a) du paragraphe 1 de la résolution, le Comité aimerait savoir quels critères la République du Bélarus a adoptés pour identifier les opérations « de caractère illicite » (p. 5 du rapport complémentaire), afin que les institutions et autres professions intervenant dans les opérations financières puissent signaler les opérations de cette nature aux organes compétents. La République du Bélarus pourrait-elle donner au Comité des informations sur le nombre de cas d'opérations suspectes qui ont été signalés aux organes compétents? Le Comité aimerait particulièrement savoir combien de cas ont été signalés par :

- Les compagnies d'assurances;
- Les bureaux de change;
- Les courtiers en valeurs.

Veuillez indiquer combien de ces cas ont abouti à des enquêtes, à des poursuites judiciaires ou à la condamnation des coupables.

Conformément à la loi relative aux mesures visant à prévenir le blanchiment de fonds obtenus par des moyens illicites, sont considérées comme pouvant avoir un caractère illicite, les opérations suivantes :

- Les opérations financières effectuées en liquide;
- Les opérations bancaires ou financières de personnes physiques ou morales lorsqu'il n'y a pas de lien apparent entre lesdites opérations et la nature des activités de l'un au moins des participants à l'opération (aux opérations) ainsi que lorsqu'il y a des raisons de supposer que, compte tenu de leur domaine d'activités et autres raisons, le montant de ladite opération (desdites opérations) ne correspond manifestement pas au revenu ou à la situation de fortune desdites personnes physiques ou morales;
- Le dépôt de fonds sur des comptes bancaires avec établissement de documents autorisant leur remise au porteur;
- Le versement de fonds sur un compte, accompagné de leur transfert à une autre personne;
- L'achat-vente de devises;
- L'acquisition de moyens de paiement, de chèquiers et autres valeurs;
- La remise de fonds en espèces à des sujets de droit, autres que des personnes physiques, qui réalisent habituellement des règlements par voie de compensation;
- L'obtention de fonds au moyen de chèques de voyage ou de chèques dont le montant est déclaré comme ayant été gagné au jeu;
- Le versement de fonds sur un compte et leur retrait du compte;

- Le versement de fonds sur un compte sur lequel les opérations ont été nulles ou minimales, avec pour instructions de payer ces fonds en espèces;
- Les opérations financières sur comptes bancaires;
- L'ouverture par un client de plusieurs comptes d'affectation analogue et des virements sur ces comptes;
- Le versement sur un compte de fonds par le titulaire du compte lorsqu'il n'y a pas de lien apparent entre les activités du titulaire du compte et les versements;
- Le versement de fonds sur un compte provenant d'un chèque remis par un non-résident de la République du Bélarus;
- Le versement sur un compte de fonds déclarés comme ayant été gagnés au jeu;
- L'ouverture d'un compte et le dépôt sur ce compte de fonds en espèces;
- Les opérations financières réalisées par transfert international de fonds;
- Le transfert international de fonds avec pour instructions de les payer en espèces;
- Le transfert international de fonds par un sujet de droit – autre qu'une personne physique qui n'est pas un entrepreneur privé – dans les six mois suivant son enregistrement dans le pays ou par ledit sujet de droit sur le compte duquel les opérations ont été minimales;
- Le transfert international de fonds par des personnes morales et autres sujets de droit enregistrés dans des places extraterritoriales et transfert de fonds sur des comptes ouverts dans lesdites places;
- Le transfert international de fonds provenant de régions où, selon les informations dont disposent les organes gouvernementaux compétents, sont fabriqués illicitement des stupéfiants ou des substances psychotropes, ou bien où se trouvent concentrés en quantité importante des capitaux appartenant à des personnes, ou destinés à des personnes, dont il y a des raisons suffisantes de supposer qu'elles participent à la fabrication illicite d'armes ou à leur propagation ou à des activités délictueuses de caractère international;
- Les opérations financières d'achat-vente de valeurs et autres transactions portant sur des valeurs.

Opérations financières de crédit :

- L'octroi et la réception d'un crédit garanti par un dépôt de fonds dans une banque étrangère par les bénéficiaires;
- L'octroi ou la réception d'un crédit, garanti par des moyens financiers appartenant au bénéficiaire du crédit et se trouvant dans un autre établissement financier de crédit, si l'origine de ces moyens n'est pas connue ou si leur montant ne correspond manifestement pas aux revenus et à la situation de fortune du bénéficiaire du crédit;
- L'obtention de plusieurs crédits à la fois auprès de deux établissements de crédit ou plus et garantis par les mêmes avoirs du bénéficiaire du crédit;
- L'obtention de crédits une ou plusieurs fois et transfert à l'étranger des fonds obtenus.

Opérations financières relatives aux biens meubles et immeubles :

- Les opérations financières relatives à des biens, dont il y a des raisons de penser qu'il s'agit de transactions fictives;
- Les opérations financières relatives à des biens réalisées sans que soient accomplies toutes les formalités requises par la loi, notamment sans que soit établi d'acte notarié ou sans qu'elles soient enregistrées;
- Le dépôt à la banque ou auprès d'un dépositaire ou la mise en gage de valeurs, métaux précieux, pierres précieuses et autres biens lorsqu'il n'y a pas de lien apparent entre ces opérations et la nature des activités du sujet de droit, ses revenus et sa situation de fortune;
- Mise en dépôt d'objets sans que la nature des objets, les conditions de leur garde ou leurs propriétés soient précisées;
- Donations de biens par des non-résidents de la République du Bélarus.

Opérations financières relatives à un transfert de dette et à la renonciation aux droits (prétentions), réalisées sans que soient respectées toutes les formalités prévues par la loi, notamment sans que soit établi d'acte notarié ou sans qu'elles aient été officiellement enregistrées.

Octroi de dotations, de subsides ou de subventions.

Lesdites opérations financières sont soumises à un contrôle particulier dans les cas suivants :

- Si le montant de l'opération financière réalisée en une seule fois est égal ou supérieur à 2 000 fois le salaire minimal dans le cas de personnes physiques et à 20 000 fois le montant minimal des gains dans le cas d'autres sujets de droit;
- Si le montant total d'opérations financières réalisées en l'espace d'un mois est égal ou supérieur à 2 000 fois le salaire minimal dans le cas de personnes physiques ou à 20 000 fois le montant minimum des gains dans le cas d'autres sujets de droit, et qu'il y a des raisons de croire qu'il existe un lien entre ces opérations financières.

Les personnes qui réalisent des opérations financières sont légalement tenues d'envoyer dans les 24 heures suivant l'enregistrement d'opérations financières soumises à un contrôle particulier des formulaires spéciaux donnant toutes informations appropriées sur les opérations financières en devises de la République du Bélarus et sur les opérations financières en devises étrangères au service fiscal du lieu où ont été réalisées lesdites opérations financières, et au Comité du contrôle national de la République du Bélarus ou à ses organes territoriaux dans le cas des opérations financières en devises étrangères.

En 2003, le Comité du contrôle national a reçu plus de 6 800 formulaires spéciaux relatifs à des opérations en devises. Il est ressorti de l'analyse des données que 156 opérations avaient un caractère suspect. Les données les concernant ont été communiquées aux autorités de police. Des poursuites ont été engagées dans trois cas.

La loi relative aux mesures visant à prévenir le blanchiment de fonds obtenus par des moyens illicites ne prévoyant pas que des renseignements doivent être donnés par le secteur des assurances, un projet de loi amendant et complétant ladite

loi est actuellement en cours d'élaboration et devrait être examiné en septembre 2004. Il étendra au secteur des assurances le champ d'application des dispositions relatives aux opérations soumises à un contrôle particulier et prévoira en détail les critères à appliquer pour que des opérations financières soient considérées comme suspectes.

1.4. Veuillez indiquer quelles règles sont appliquées pour identifier les personnes ou les entités :

- **Qui ont un compte en banque; ou**
- **Au nom desquelles un compte en banque a été ouvert (c'est-à-dire les ayants droit économiques); ou**
- **Qui sont les bénéficiaires d'opérations réalisées par des intermédiaires professionnels; ou**
- **Qui sont liés à une opération financière.**

Les établissements qui administrent un patrimoine fiduciaire sont-ils tenus de se renseigner sur l'identité des constituants et des bénéficiaires? Veuillez indiquer les procédures par lesquelles les autorités de police d'États étrangers ou autres entités chargées de la lutte antiterroriste peuvent obtenir ces renseignements et les utiliser dans les cas où il y a suspicion de terrorisme.

En se fondant sur la pratique internationale ainsi que sur les recommandations du Groupe d'action financière sur le blanchiment de capitaux (GAFI) et du Comité de Bâle sur le contrôle bancaire, la Banque nationale de la République du Bélarus a élaboré des recommandations, qu'elle a communiquées aux banques, sur la mise en place d'un système de contrôle interne dans les banques (et les établissements de crédit autres que les banques) visant à mettre en pratique le principe « connaissez votre client » et dans lesquelles sont fixées les règles relatives à l'identification des personnes et organismes dont il est question dans le point à l'étude.

Conformément à l'article 122 du Code bancaire de la République du Bélarus, les renseignements relatifs aux comptes et dépôts, notamment les renseignements sur l'existence d'un compte dans une banque donnée, son titulaire, son numéro et autres données le concernant, le montant des fonds qui se trouvent sur les comptes courants et les comptes de dépôt ainsi que les renseignements sur les transactions concrètes, les opérations réalisées sur les comptes courants et les comptes de dépôt ainsi que les biens confiés à la garde de la banque, tombent sous le coup du secret bancaire et ne doivent pas être divulgués. Les autorités de police ont accès à ces renseignements dans les cas et selon les modalités prévus par la loi de la République du Bélarus.

1.5. En ce qui concerne les articles 124, 125, 126 et 289 du Code pénal de la République du Bélarus (voir p. 3 du rapport complémentaire), le Comité note qu'aux fins de l'application de l'alinéa b) du paragraphe 1 de la résolution, il n'est pas nécessaire que les fonds aient été effectivement utilisés pour commettre une infraction liée au terrorisme (voir par. 3 de l'article 2 de la Convention internationale pour la répression du financement du terrorisme). Le Comité voudrait savoir quelles mesures la République du Bélarus se propose de prendre pour se conformer pleinement aux dispositions de cette partie de la résolution.

Le Code pénal de la République du Bélarus ne contient pas de dispositions érigeant expressément en infraction le financement du terrorisme. Conformément à son article 16, des poursuites peuvent être engagées dans certains cas pour participation à la commission d'un crime qui, au sens des instruments internationaux relatifs à la lutte contre le terrorisme, doit être considéré comme relevant du terrorisme. Au nombre ces crimes, figurent les suivants :

Article 124. Actes terroristes dirigés contre un représentant d'un pays étranger;

Article 125. Attaque d'installations jouissant de la protection internationale;

Article 126. Terrorisme international;

Article 132. Recrutement, entraînement, financement et utilisation de mercenaires;

Article 287. Création d'un groupement armé illégal;

Article 290. Menace de recours à un acte de terrorisme;

Article 291. Prise d'otages;

Article 292. Prise de bâtiments et d'édifices;

Article 311. Vol ou détournement, dans le but de le voler, de matériel roulant ferroviaire d'un aéronef ou d'un navire.

La réalisation effective d'un acte de terrorisme – attentat à l'explosif, incendie ou autre acte risquant de provoquer la mort, des dommages corporels, d'importants dégâts matériels ou autres conséquences graves – dans le but d'intimider la population ou d'influer sur des décisions d'organes gouvernementaux ou de faire obstacle à des activités politiques ou autres activités publiques (art. 289. Terrorisme);

La participation à la création d'une organisation criminelle ou participation dans ladite organisation, si l'organisation terroriste se révèle être une organisation criminelle au sens de l'article 19 du Code pénal (art. 285).

Par ailleurs, la loi bélarussienne ne prévoit pas que sont passibles de poursuites les personnes qui financent le terrorisme, si l'objet du financement n'est pas d'aider à commettre un acte de terrorisme précis mais de soutenir des activités terroristes ou les buts criminels d'un groupe, lorsque ledit groupe ne peut être qualifié d'organisation criminelle.

Il est donc indispensable de formuler une règle qui érigerait expressément en infraction le financement du terrorisme qui s'étendrait aussi au financement d'une organisation ou d'un groupe terroriste dans l'intention d'en soutenir les activités. La question de l'introduction dans la législation bélarussienne des dispositions complémentaires requises à cette fin est examinée dans le cadre du processus de ratification de la Convention internationale pour la répression du financement du terrorisme.

1.6. Le Comité note qu'aux fins de l'application du paragraphe 1 de la résolution, la République du Bélarus ne dispose pas du dispositif de surveillance voulu pour s'assurer que les fonds recueillis par des organisations caritatives, religieuses ou culturelles, ou qui se disent telles, ne sont pas utilisés à des fins autres que les buts déclarés de l'organisation, en particulier pour

financer le terrorisme. La République du Bélarus pourrait-elle indiquer quelles mesures elle se propose de prendre pour garantir que les fonds ou autres ressources économiques recueillis par lesdites organisations soient enregistrés, vérifiés et surveillés afin de donner effet à ces dispositions de la résolution.

La République du Bélarus fait observer que les informations données dans le troisième rapport qu'elle a soumis en application de la résolution 1373 (2001) n'autorisent pas à affirmer catégoriquement qu'il n'existe pas dans la République du Bélarus de dispositif de surveillance garantissant que les fonds recueillis par des organisations caritatives, religieuses et culturelles, ou qui se disent telles, ne sont pas utilisés à des fins autres que les buts déclarés de l'organisation, en particulier pour financer le terrorisme.

Bien qu'il n'existe pas de dispositions législatives se rapportant expressément à la répression du financement d'activités terroristes par des organisations caritatives ou religieuses et autres organisations à but non lucratif, la surveillance de leurs activités s'exerce dans le cadre de la législation concernant le contrôle financier et la vérification des comptes ainsi que des questions relevant de la compétence des autorités de police et des organes gouvernementaux de contrôle.

Les textes législatifs applicables en la matière sont les suivants : loi relative à la vérification des comptes; loi relative aux associations publiques; loi relative à la liberté de conscience et aux organisations religieuses (dont l'objet relève en partie de la compétence de l'organe du gouvernement chargé des affaires religieuses); loi relative à la culture. Le projet de loi relatif aux activités caritatives et aux organisations non caritatives, dont est actuellement saisie l'Assemblée nationale de la République du Bélarus (le Parlement), contient des dispositions faisant obligation aux organisations caritatives de rendre compte aux organes gouvernementaux et prévoyant le contrôle de leurs activités.

Par exemple, l'article 25 de la loi relative aux associations publiques prévoit la répartition des compétences entre les diverses autorités appelées à contrôler que les activités desdites associations sont conformes aux lois et à leurs statuts, c'est-à-dire aussi la possibilité que ces associations participent à des activités criminelles, comme suit :

- Il appartient au Procureur général de la République du Bélarus et aux procureurs placés sous son autorité de vérifier que les activités d'associations publiques sont conformes à la Constitution et aux lois de la République du Bélarus;
- Il appartient aux organes auprès desquels lesdites associations sont enregistrées de contrôler que leurs activités sont conformes à leurs statuts;
- Les fonctionnaires des organes auprès desquels sont enregistrées les associations publiques ont le droit, chacun en ce qui le concerne, de participer à toutes les activités organisées par ces associations, à prendre connaissance de leurs documents et de leurs décisions et à demander et à recevoir des informations sur les questions concernant les activités statutaires desdites organisations;
- Le contrôle des activités financières des associations publiques, notamment de leurs sources de revenus, du montant des fonds qu'elles reçoivent et du

règlement des impôts dont elles sont redevables relève de l'administration fiscale.

La République du Bélarus est disposée à présenter les textes des lois susmentionnées, si besoin est.

Permettent en outre de surveiller les activités des organisations caritatives et autres personnes en vue de réprimer le financement du terrorisme les textes législatifs relatifs à l'aide étrangère gratuite.

Conformément au décret No 24 pris par le Président de la République du Bélarus le 28 novembre 2003 concernant l'obtention et l'utilisation de l'aide étrangère gratuite et la décision No 537 prise par le Président de la République du Bélarus le 28 novembre 2003 entérinant la décision relative aux modalités du contrôle de la bonne utilisation de l'aide étrangère gratuite, a été élaboré et mis en place un dispositif de contrôle de l'enregistrement et de la distribution de l'aide étrangère humanitaire que reçoit la République du Bélarus.

Ainsi, l'aide étrangère gratuite est utilisée aux fins suivantes :

Éliminer les conséquences des catastrophes naturelles et des catastrophes technologiques;

Faire des recherches scientifiques, mener des projets à terme, dispenser une formation et réaliser des programmes de recherche de caractère scientifique;

Contribuer à la sauvegarde, à la restauration et à la création du patrimoine historique et culturel et au développement de parcs nationaux;

Apporter une aide médicale;

Apporter une aide sociale aux personnes nécessiteuses et socialement vulnérables;

Servir à d'autres fins déterminées par la Direction des affaires de la présidence de la République du Bélarus d'entente avec le Président de la République.

L'aide étrangère gratuite, de même que les biens et autres moyens reçus au titre de cette aide, ne peuvent être utilisés pour mener des activités visant à modifier le régime constitutionnel de la République du Bélarus, à prendre le pouvoir ou à renverser le gouvernement en place, à inciter à commettre de tels actes, à faire de la propagande en faveur de la guerre ou de la violence à des fins politiques, à attiser la haine sociale, nationale, religieuse et raciale ainsi qu'à commettre d'autres actes interdits par la loi.

Le contrôle gouvernemental sur la bonne utilisation de l'aide étrangère gratuite par ses bénéficiaires ainsi que sur les biens et moyens obtenus au titre de cette aide sont du ressort du Comité du contrôle gouvernemental, du Ministère de l'intérieur, du Ministère des impôts et contributions, du Comité de la sécurité publique, du Comité gouvernemental des douanes et de ses organes territoriaux, de la Direction des affaires de la présidence de la République, et autres organes et organismes gouvernementaux désignés par la loi.

Les organisations bénéficiaires qui n'utilisent pas l'aide étrangère gratuite (en tout ou en partie) aux fins auxquelles elle est destinée sont passibles d'une amende équivalant à 100 % de la valeur de l'aide reçue ainsi que de la confiscation des biens reçus.

Dans les conditions prévues par la loi, il peut être mis fin aux activités des organisations étrangères ou organisations internationales non gouvernementales représentées sur le territoire de la République du Bélarus qui fournissent une aide étrangère gratuite à des fins interdites par le décret susmentionné.

Les ressortissants étrangers et les apatrides qui fournissent une aide étrangère gratuite à des fins interdites par le décret susmentionné peuvent être expulsés de la République du Bélarus.

1.7. Dans la réponse qu'elle a donnée dans son rapport complémentaire (p. 4) à la question relative à l'alinéa c) du paragraphe 1 de la résolution, la République du Bélarus indique que la législation bélarussienne prévoit que les comptes bancaires peuvent être gelés de trois façons différentes. Veuillez indiquer comment ces méthodes ont été utilisées en réponse à des demandes adressées par les autorités de gouvernements étrangers (pendant la période allant de 2001 à 2003).

Pendant la période allant de 2001 à 2003, il n'a pas été découvert, dans le système bancaire de la République du Bélarus, de comptes appartenant à des personnes ou à des organisations participant à des activités terroristes et aucun compte bancaire n'a donc été gelé.

1.8. En ce qui concerne l'application des alinéas a) et c) du paragraphe 1 de la résolution, le Comité aimerait savoir si la République du Bélarus a créé un organisme ou une entité spécialement chargé de saisir et de confisquer les biens appartenant à des terroristes. Le Comité aimerait avoir un aperçu des textes législatifs en vertu desquels cet organisme ou entité a été créé ainsi qu'un aperçu de ses fonctions. Il aimerait aussi recevoir des informations sur les dispositions législatives qui permettent l'examen des décisions prises par ledit organe ou ladite entité. Veuillez indiquer quelle valeur financière représentent les biens gelés, saisis ou confisqués.

La loi relative aux activités d'enquête et de renseignement et l'article 122 du Code bancaire de la République du Bélarus prévoient la saisie des fonds et autres avoirs en banque des personnes physiques et morales lorsque des poursuites pénales ont été engagées et lorsqu'une procédure est en cours pour des crimes relevant de la compétence des organes chargés de la sécurité publique. La confiscation peut avoir lieu :

- Sur décision du tribunal;
- Sur décision de l'organe d'enquête et d'instruction préparatoire dans les cas prévus par le Code de procédure pénale;
- Sur décision des organes fiscaux dans les cas prévus par la législation bélarussienne.

C'est au Ministère des impôts et contributions qu'il appartient de recevoir et d'analyser les informations relatives aux transactions financières inhabituelles ou suspectes.

Conformément aux recommandations du GAFI, c'est au Département de la surveillance financière du Comité du contrôle national de la République du Bélarus qu'il appartient de rassembler, de traiter et d'analyser les informations relatives aux opérations financières soumises à un contrôle particulier; le Département joue le

rôle de centre national de contrôle de la diffusion des informations relatives aux opérations financières suspectes. Lorsqu'il existe des raisons suffisantes de croire qu'une opération est illicite, il en informe les autorités de police.

Efficacité du dispositif de répression du terrorisme

1.9. La mise en oeuvre effective de la législation, pour couvrir tous les aspects de la résolution 1373, suppose que les États se dotent d'un dispositif exécutif efficace et coordonné et qu'ils élaborent et appliquent des stratégies nationales et internationales adaptées en matière de lutte contre le terrorisme. À cet égard, la République du Bélarus pourrait-elle indiquer dans quelle mesure sa stratégie et/ou sa politique de répression du terrorisme (aux niveaux national et/ou infranational) couvrent les aspects de l'action antiterroriste qui sont énumérés ci-après :

- Enquêtes judiciaires et poursuites pénales;
- Renseignement antiterroriste (moyens humains et techniques);
- Opérations menées par des forces spéciales;
- Protection physique des cibles potentielles d'attentats terroristes;
- Analyse stratégique et prévision des menaces nouvelles;
- Analyse de l'efficacité de la législation antiterroriste en vue de sa révision;
- Mécanismes de surveillance des frontières et de contrôle de l'immigration;
- Prévention et répression du trafic de drogues, d'armes classiques, d'armes biologiques et chimiques et de leurs précurseurs, et de l'utilisation illicite de matières radioactives.

La République du Bélarus pourrait-elle décrire ses dispositions juridiques, ses procédures administratives et ses pratiques optimales à cet égard?

Le Comité de la sécurité d'État de la République du Bélarus agit en collaboration avec les autres autorités compétentes de l'État en vue d'améliorer la législation et la réglementation dans le domaine de la lutte contre le terrorisme.

Outre la loi sur la lutte contre le terrorisme, les textes ci-après ont été élaborés et adoptés au Bélarus :

- Règlement instituant un état-major opérationnel pour la conduite de l'action antiterroriste;
- Règlement relatif à la fourniture de moyens logistiques et financiers, d'informations, de matériel de transport et de communication, de matériel médical et de médicaments dans le cadre d'une opération antiterroriste;
- Liste des services de l'État qui sont habilités à intervenir, dans les limites de leurs compétences, dans la prévention, le dépistage et la répression des activités terroristes.

En application des dispositions de la résolution 1373 (2001) du Conseil de sécurité, la République du Bélarus prend des mesures pour lutter contre le terrorisme international. Dans ce contexte, elle s'abstient d'apporter un appui au

terrorisme sous quelque forme que ce soit, refuse de donner asile à des terroristes, empêche les mouvements de terroristes et accomplit les formalités d'adhésion aux instruments internationaux pertinents.

Le Bélarus est partie à 11 instruments internationaux fondamentaux relatifs à la lutte antiterroriste. Il devrait régulariser très prochainement son adhésion à la Convention internationale pour la répression du financement du terrorisme.

La lutte contre le terrorisme donne lieu à une coopération active dans le cadre de la Communauté d'États indépendants. Le Bélarus a adhéré au Traité de coopération entre les États membres de la Communauté d'États indépendants dans la lutte contre le terrorisme et une collaboration efficace a été instaurée avec le Centre antiterroriste de la Communauté.

Dans le cadre de leurs attributions respectives, les services de sécurité de l'État mènent des enquêtes judiciaires et des poursuites pénales conformément aux articles pertinents du Code pénal de la République du Bélarus.

Il existe au Bélarus un département spécialisé dans la lutte contre le terrorisme – le Groupe « A » – qui est doté des moyens et des armes spécifiques nécessaires pour pouvoir intervenir de façon efficace dans la phase répressive d'une opération antiterroriste.

Dans le cadre de ses attributions, le Comité de sécurité d'État de la République du Bélarus effectue des analyses stratégiques et prospectives sur les nouvelles menaces et des études sur l'efficacité de la législation dans le domaine de la lutte contre le terrorisme.

Aux fins de la lutte contre le terrorisme, les organes compétents mènent des activités de renseignement (services secrets et renseignement technique) et répriment le trafic de stupéfiants, d'armes classiques, d'armes biologiques et chimiques et de leurs précurseurs, ainsi que l'utilisation illicite de matière radioactives.

Le Comité d'État des troupes frontalières de la République du Bélarus joue un rôle dans la lutte contre le terrorisme en prévenant, en détectant et en réprimant les tentatives d'infiltration de terroristes sur le territoire national, ainsi que celles qui visent à importer sur le territoire des armes, des munitions, des substances explosives, toxiques, radioactives ou autres susceptibles d'être utilisées en vue de la commission d'actes de terrorisme.

En association avec les services de sécurité de l'État et les services du Ministère de l'intérieur, le Ministère de la défense organise des stages de formation sur la prévention des actes de terrorisme, la coordination des interventions pour faire face à des situations d'urgence dans des agglomérations et à proximité de lieux d'implantation d'unités militaires, ou encore pour réparer les dommages causés par des actes de terrorisme et des catastrophes d'origine naturelle ou anthropique.

Des cellules de réaction rapide ont été créées dans les garnisons au sein des commandements et des corps de troupes pour assurer des interventions opérationnelles lorsqu'on doit soudainement faire face aux conséquences éventuelles d'actes de terrorisme et de catastrophes d'origine naturelle ou anthropique et réparer les dommages. Il existe, au sein des forces armées de la République du Bélarus, des unités organiques et des unités combinées (détachements) qui interviennent en cas d'accident ou d'attentat terroriste, par

exemple un centre de coordination pour les interventions des services de santé des armées dans ce domaine, des détachements combinés qui sont chargés de remédier aux conséquences des situations d'urgence et qui sont composés de corps de troupes et d'unités du génie, d'unités de défense nucléaire, bactériologique et chimique, et d'unités médicales, entre autres.

Afin d'assurer les services d'information requis pour la répression du terrorisme et de créer une banque de données informatisée et centralisée, le Ministère de l'intérieur a élaboré, le 9 janvier 2004, une instruction administrative intitulée « Fourniture des informations requises pour l'action du Ministère de l'intérieur du Bélarus en matière de lutte antiterroriste », qui a été diffusée dans tous les services du Ministère.

La Direction des services d'information et d'analyse du Ministère de l'intérieur prend des dispositions pour satisfaire aux exigences découlant de la directive intitulée « Mesures complémentaires visant à assurer la sécurité publique et à prévenir les manifestations d'extrémisme et de terrorisme sur le territoire de la République du Bélarus » qui a été entérinée par un décret du Président de la République du Bélarus en date du 23 septembre 1999.

Le 6 février 2004, une mission technique relative à l'élaboration d'un système informatisé de gestion de banques de données sur les organisations criminelles à caractère terroriste et les personnes mêlées à leurs activités, sur les actes de terrorisme perpétrés et les actions entreprises en vue de les prévenir et d'éliminer leurs conséquences, et sur les articles et substances utilisés à des fins terroristes a été approuvée au Ministère de l'intérieur.

1.10. En vertu de l'alinéa a) du paragraphe 2 de la résolution, tous les États membres sont tenus, notamment, d'ériger en infraction le recrutement sur leur territoire de membres de groupes terroristes opérant soit à l'intérieur, soit à l'extérieur de leur territoire. À ce propos, dans son rapport complémentaire (S/2002/693), la République du Bélarus cite (p. 7) l'article 132 du Code pénal. Néanmoins, il semble que l'article en question ne répond pas aux exigences de la résolution dans la mesure où il concerne le recrutement de mercenaires qui doivent participer à des opérations militaires dirigées contre un État étranger. Le Comité serait heureux de recevoir des informations sur les dispositions juridiques en vigueur qui sont entièrement conformes à cet aspect de la résolution ou, s'il n'en existe pas, sur les mesures que le Bélarus compte prendre en vue de rectifier la situation.

L'article 285 du Code pénal de la République du Bélarus intitulé « Création d'une organisation criminelle ou appartenance à une telle organisation » autorise le déclenchement de poursuites pour le recrutement de terroristes si ce recrutement est effectué par un membre d'une organisation terroriste (organisation criminelle) ou vise à créer une organisation terroriste.

Cependant, cet article ne couvre pas l'éventualité d'un recrutement effectué par une personne (qui n'est pas membre d'une organisation terroriste et n'est pas associée dans ce contexte à une organisation terroriste) en vue d'amener une autre personne à participer à la commission d'un acte de terrorisme (et non pour grossir les rangs d'une organisation terroriste en général ou créer une organisation terroriste criminelle en tant que telle).

Il est donc nécessaire de fixer une responsabilité pénale pour le recrutement d'une personne en tant que membre d'un groupe ou d'une organisation terroriste ou en tant que complice en vue de la commission d'un acte de terrorisme. On a entrepris d'étudier la question des compléments à apporter à la législation biélorussienne, au niveau des experts.

1.11. Le Comité note, à la lecture du rapport complémentaire (p. 10), qu'un projet de décret présidentiel sur la Commission interministérielle de la lutte contre le terrorisme est en préparation. Il saurait gré à la République du Bélarus de bien vouloir lui communiquer un rapport sur la progression des travaux liés à la rédaction et à l'adoption de ce texte, en donnant également des indications sur les fonctions et les méthodes de travail de la Commission.

Aux termes de l'article 6 de la loi sur la lutte contre le terrorisme, la Commission interministérielle de lutte contre le terrorisme est chargée des tâches ci-après :

- Selon les instructions du Président de la République, définir les grandes orientations de la politique de l'État en matière de lutte contre le terrorisme sur le territoire national et formuler des recommandations pour accroître l'efficacité des travaux visant à identifier et éliminer les causes du terrorisme et les conditions qui favorisent son éclosion et la conduite d'activités terroristes;
- Réunir des informations sur la situation et l'évolution des activités terroristes sur le territoire national et les analyser;
- Coordonner les activités des services gouvernementaux de répression du terrorisme en vue d'assurer une action concertée pour prévenir, détecter et réprimer les actes de terrorisme, ainsi que pour identifier et éliminer leurs causes et les conditions qui favorisent la planification et l'exécution de tels actes;
- Élaborer des propositions tendant à améliorer la législation de la République du Bélarus dans le domaine de la lutte antiterroriste;
- Participer à l'élaboration d'instruments internationaux auxquels la République du Bélarus est partie dans le domaine de la lutte antiterroriste.

1.12. Le Comité serait heureux de recevoir un rapport de situation sur l'application dans la législation nationale des instruments internationaux relatifs à la lutte contre le terrorisme que la République du Bélarus a déjà ratifiés. Il souhaiterait également recevoir des informations sur l'état de la ratification de ceux des 12 conventions et protocoles internationaux relatifs à la lutte contre le terrorisme auxquels la République du Bélarus n'est pas encore partie. Il souhaiterait savoir si toutes les infractions énumérées dans les instruments internationaux relatifs à la prévention et à la répression du terrorisme international sont criminalisées et sanctionnées par des peines appropriées dans les lois de la République du Bélarus.

Le Bélarus est partie à 11 instruments internationaux antiterroristes fondamentaux qui ont été conclus sous l'égide de l'ONU. La question de la régularisation de l'adhésion à la Convention internationale pour la répression du financement du terrorisme est examinée en ce moment à l'Assemblée nationale de la République du Bélarus.

Le 21 janvier 2004, on a organisé au Ministère des affaires étrangères, en collaboration avec le Service de la prévention du crime et de la justice pénale de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime, un séminaire national sur les questions liées à l'application des instruments antiterroristes universels dans la législation biélorussienne, avec la participation de représentants des services gouvernementaux qui s'occupent de questions relatives à l'élaboration de textes législatifs, à la lutte contre le terrorisme et à la coopération internationale dans ce domaine, et d'experts internationaux.

Au cours du séminaire, on a procédé à une analyse minutieuse des normes pertinentes de la législation biélorussienne et confirmé qu'elles étaient assez progressistes et dans l'ensemble conformes aux dispositions des accords internationaux relatifs à la lutte contre le terrorisme international auxquels le Bélarus est partie. Il apparaît nécessaire d'apporter des ajouts à la législation, essentiellement dans le contexte de la ratification de la Convention internationale pour la répression du financement du terrorisme.

1.13. Se référant à l'article 22 de la loi de la République du Bélarus sur la lutte contre le terrorisme, le Comité note qu'une organisation peut être interdite si elle est impliquée dans des activités terroristes. Veuillez décrire les dispositions et procédures juridiques qui ont trait à l'interdiction d'une organisation, en particulier une organisation terroriste étrangère. Combien de temps faut-il pour interdire une organisation terroriste à la demande d'un autre État? Dans ce contexte, veuillez indiquer le nombre de personnes qui ont été jugées pour avoir sollicité un soutien (ou recruté des membres) au nom :

- **D'une organisation interdite;**
- **D'autres groupes ou organisations terroristes.**

En vertu des articles 22 et 23 de la loi sur la lutte contre le terrorisme, les personnes qui ont participé à des activités terroristes encourent les responsabilités prévues par la législation de la République du Bélarus.

Une organisation enregistrée dans la République du Bélarus est reconnue comme étant terroriste sur décision d'un tribunal et est dissoute selon les modalités fixées par la législation. Lorsqu'une organisation terroriste reconnue est dissoute, ses biens sont confisqués.

Si une organisation internationale (une section, filiale ou représentation de celle-ci) enregistrée à l'étranger est reconnue comme étant terroriste par un tribunal de la République du Bélarus, ses activités sur le territoire biélorussien sont interdites, sa section (filiale ou représentation) est dissoute et ses biens, ainsi que les biens de l'organisation internationale susmentionnée qui se trouvent sur le territoire de la République du Bélarus, sont confisqués.

Du fait que les procédures ne sont pas expressément fixées par la législation pour ce type d'affaire, les requêtes correspondantes doivent être examinées selon les modalités de la procédure civile, conformément aux règles générales qui régissent l'examen des affaires relatives à la dissolution d'organisations.

Une requête tendant à faire reconnaître une organisation comme terroriste et prononcer sa dissolution (y compris les filiales, représentations et sections d'organisations internationales) peut être adressée à un tribunal (Cour suprême de la République du Bélarus, tribunaux de région et tribunal de la ville de Minsk) par un

organe d'enregistrement compétent, ainsi que par le Procureur général de la République du Bélarus et les procureurs qui lui sont subordonnés, dans les limites de leur compétence.

En vertu des alinéas 1 et 3 de l'article 158 du Code de procédure civile de la République du Bélarus, ce type d'affaires doit être examiné dans un délai de deux mois au plus tard à compter de la date de réception de la requête adressée au tribunal ou, si des citoyens d'un autre État résidant à l'étranger ou des personnes morales étrangères sont impliqués, dans un délai maximum d'un an. Les tribunaux généraux compétents n'ont pas examiné d'affaires portant sur des organisations relevant de la catégorie susmentionnée en 2003.

1.14. Dans le contexte de l'application effective de l'alinéa e) du paragraphe 2, le Comité saurait gré à la République du Bélarus de bien vouloir lui communiquer des informations sur le nombre de personnes ayant fait l'objet de poursuites judiciaires pour les motifs suivants :

- **Activités terroristes;**
- **Financement d'activités terroristes;**
- **Recrutement de membres d'organisations terroristes;**
- **Fourniture d'un appui à des terroristes ou à des organisations terroristes.**

En 2002-2003, les tribunaux bélarussiens n'ont eu à connaître d'aucune affaire criminelle concernant des activités terroristes, le financement d'activités terroristes, le recrutement de membres d'organisations terroristes ou la fourniture d'un appui à de telles organisations.

En 2003, quelques affaires concernant des infractions visées par le deuxième alinéa de l'article 290 du Code pénal de la République du Bélarus intitulé « Menace d'actes de terrorisme » et par les deuxième et troisième alinéas de l'article 291 du Code pénal, intitulé « Prise d'otage », ont été examinées. Sept personnes ont été punies d'une peine d'emprisonnement.

1.15. L'alinéa e) du paragraphe 2 de la résolution exige, entre autres, de chaque État Membre qu'il mette en place des structures policières, des services de renseignement et autres structures efficaces, et qu'il prenne les dispositions légales appropriées pour dépister, surveiller et appréhender les individus impliqués dans des activités terroristes et ceux qui soutiennent ces activités, afin de s'assurer qu'ils seront traduits en justice. À cet égard, la République du Bélarus pourrait-elle indiquer si sa législation autorise, aux fins de la conduite d'enquêtes et de la recherche d'éléments de preuve dans le cadre de la lutte contre le terrorisme, le recours à des méthodes particulières, par exemple l'emploi d'agents spéciaux, des livraisons surveillées; des « pseudo-achats » effectués par des agents spéciaux; l'emploi d'informateurs, l'utilisation d'autres formes d'incitation pour encourager la communication d'informations aux autorités compétentes, et la surveillance ou l'interception des communications (communications acheminées par l'Internet, des moyens de transmissions radio, des moyens audiovisuels et d'autres techniques de pointe). Y a-t-il des obstacles quelconques à l'utilisation de pistes de renseignement dans le cadre d'une enquête judiciaire? Veuillez décrire les dispositions juridiques et administratives mises en place par le Bélarus en vue d'assurer la protection des victimes, des témoins ou des autres personnes qui communiquent

des informations sur des activités terroristes pour collaborer dans le cadre d'une enquête ou d'un procès, ainsi que la fourniture d'une aide et d'un soutien à ces personnes. La République du Bélarus pourrait-elle indiquer si ces dispositions peuvent être mises en oeuvre en coopération avec d'autres États?

En vertu de la loi intitulée « Activités d'enquête et de renseignement » et du Code de procédure pénale de la République du Bélarus, les autorités de police sont habilitées à entreprendre les activités suivantes pour s'acquitter des tâches liées à la conduite des enquêtes opérationnelles :

- Organisation d'opérations de livraison surveillée, d'achat, de contrôle et d'infiltration;
- Établissement, moyennant rémunération ou non, de liens de collaboration avec des personnes qui consentent à prêter une assistance, à titre confidentiel, à des organes qui se livrent à des activités d'enquête et de renseignement;
- Création et utilisation de systèmes d'information;
- Utilisation convenue de locaux, de moyens de transport, de matériel de communication et d'autres biens appartenant à des personnes physiques ou morales;
- Utilisation à des fins de conspiration de documents établissant l'identité fictive d'agents travaillant pour les services qui mènent des activités d'enquête et de renseignement et de citoyens qui collaborent secrètement avec ces services, ainsi que l'existence de liens fictifs de subordination ou d'appartenance entre des établissements, des organisations, des entreprises, des subdivisions, des locaux ou des moyens de transport et les services en question;
- Collecte et analyse de documents et de renseignements révélateurs sur les activités d'établissements, d'organisations, d'entreprises et de particuliers qui sont soupçonnés de préparer des actes criminels ou d'avoir commis de tels actes;
- Lorsqu'il existe des éléments de preuve suffisants, formulation de requêtes pour le déclenchement de procédures pénales de contrôle d'activités économiques et financières d'entités commerciales auprès des organes de supervision compétents;
- Obtention auprès de personnes physiques et morales, gratuitement ou moyennant rémunération, d'informations sur des infractions en préparation ou commises, les personnes qui conçoivent, préparent ou commettent des actes criminels ou ont commis de tels actes, celles qui cherchent à se soustraire aux organes d'enquête, d'instruction et de justice, et les personnes disparues, et adoption des dispositions voulues pour les amener à collaborer à la préparation et à la conduite des activités d'enquête et de renseignement;
- Création d'établissements, d'organisations, d'entreprises et de départements fictifs selon les procédures en vigueur.

Par ailleurs, aux fins de la surveillance et de l'interception de communications, notamment celles assurées à l'aide de l'Internet, de moyens de transmission radio, de moyens audiovisuels et d'autres techniques de pointe, une unité opérationnelle est habilitée à se renseigner et à recueillir les informations nécessaires à l'accomplissement des tâches liées à la conduite des activités d'enquête et de

renseignement en utilisant les bases de données opérationnelles, criminologiques et autres (casier judiciaire), les systèmes d'information disponibles, ainsi que d'autres sources, à contrôler et à inspecter les expéditions postales, les communications télégraphiques et autres en vue de découvrir des indices sur les agissements criminels d'une personne surveillée et d'obtenir d'autres informations aux fins de l'accomplissement des tâches liées à la conduite des activités d'enquête et de renseignement, à extraire des informations de canaux de communication, c'est-à-dire obtenir, transformer et fixer à l'aide d'instruments techniques différents types de signaux transmis par des canaux de communication quelconques.

Les documents obtenus dans le cadre des opérations d'enquête et de renseignement peuvent être admis en tant qu'éléments de preuve à condition qu'ils aient été obtenus conformément aux lois en vigueur dans la République du Bélarus et qu'ils aient été présentés, vérifiés et évalués selon les modalités fixées par le Code de procédure pénale du Bélarus.

Les questions relatives à la sécurité des personnes impliquées dans la procédure pénale et d'autres personnes, y compris dans le contexte des infractions liées à des activités terroristes, sont traitées de manière exhaustive par le chapitre 8 du Code de procédure pénale. La collaboration avec les États étrangers pour la mise en oeuvre des dispositions de ce chapitre est régie par les accords internationaux d'entraide juridique en matière pénale auxquels la République du Bélarus est partie.

Les mesures de sécurité comprennent la non-révélation de l'identité des personnes, la dispense de l'obligation de comparaître devant un tribunal, la tenue d'audiences à huis clos, la possibilité d'utiliser des dispositifs de surveillance lorsque la santé et la vie de personnes se trouvent en danger, l'écoute de conversations véhiculées par des systèmes de télécommunication et d'autres communications, la protection de la personne, du logement et des biens, la modification des données figurant sur le passeport, le remplacement de documents et l'interdiction de divulguer des renseignements.

La dissimulation de l'identité consiste à changer le prénom, le nom de famille et le nom patronymique ainsi que d'autres données d'identification, à modifier des renseignements sur le lieu de résidence et le travail (ou d'étude) dans les déclarations et communications concernant les infractions, les dossiers d'enquête et les procès-verbaux des actes d'instruction et des actes judiciaires, ainsi que dans d'autres documents des organes chargés de la procédure pénale en les remplaçant par d'autres données. Les données authentiques, le spécimen de la signature qui sera utilisée dans les pièces d'identité de la personne protégée et la décision prescrivant les mesures de sécurité considérées sont adressés dans les plus brefs délais par l'organe d'instruction préliminaire au procureur qui exerce un contrôle sur l'instruction préliminaire et sont conservés par ce dernier conformément aux règles de la procédure secrète.

Les actes d'instruction exécutés avec la participation d'une personne protégée au cours d'une enquête préliminaire et l'interrogatoire de cette dernière à l'audience peuvent être effectués hors du champ visuel d'autres personnes, notamment de celles qui se trouvent dans la salle d'audience ou en utilisant des procédés qui permettent d'empêcher l'identification de la personne protégée, ce qui fait l'objet d'une note dans le procès-verbal de l'acte d'instruction ou de l'audience.

Les personnes protégées peuvent être dispensées de l'obligation de comparaître à l'audience lorsque cela est nécessaire dans l'intérêt de leur sécurité ou de celle des membres de leur famille, de leurs parents proches et d'autres personnes qu'elles sont légitimement autorisées à considérer comme des proches, de même que dans l'intérêt de la sécurité de leurs biens s'il s'avère impossible d'assurer leur sécurité par d'autres moyens.

L'interrogatoire d'une personne protégée peut s'effectuer à l'extérieur de la salle d'audience à l'aide d'un système de visioconférence qui assure l'anonymat.

Lorsque la vie, la santé ou les biens d'une personne protégée sont manifestement en danger, on peut, sur la foi d'une déclaration faite par l'intéressé ou avec son consentement écrit, utiliser des dispositifs de surveillance et écouter des conversations qui sont véhiculées par des systèmes de télécommunications.

Ce sont les services du Ministère de l'intérieur et les services de sécurité de l'État qui, en vertu d'une décision de l'organe chargé de la procédure pénale, ont le soin d'assurer la sécurité, aussi bien la protection de la personne que la garde de la résidence et des biens de la personne protégée.

L'organe chargé de la procédure pénale et les agents publics qui assurent la mise en oeuvre des mesures de sécurité n'ont pas le droit de divulguer des renseignements sur l'identité d'une personne protégée. De même, il est interdit de communiquer des renseignements sur l'identité d'une personne protégée à partir de centres de documentation de services de police, ainsi que d'entreprises, d'établissements, d'organisations et d'associations.

Efficacité des contrôles douaniers, frontaliers et en matière d'immigration

1.16 L'application effective des alinéas c) et g) du paragraphe 2 de la résolution suppose l'existence de mécanismes efficaces de contrôle des douanes, de l'immigration et des frontières pour prévenir les mouvements de terroristes et l'octroi d'un asile à ces derniers. Le Comité serait reconnaissant à la République du Bélarus de lui faire savoir si elle a institué une procédure permettant de renseigner à l'avance les autorités compétentes, y compris celles d'autres États, sur les marchandises et passagers en transit en vue de procéder à des vérifications pour déceler des marchandises interdites et des terroristes suspects avant le débarquement.

L'échange d'informations entre le Comité de sécurité de l'État et le Comité national des douanes de la République du Bélarus sur les marchandises internationales dont la législation interdit le transfert s'effectue dans le cadre du règlement relatif aux fondements de la coopération entre les services douaniers et les services de sécurité de l'État dans la lutte contre la contrebande et d'autres formes de criminalité.

En vertu de la loi sur l'immigration, les services de sécurité de l'État procèdent, dans les limites de leurs compétences, à un contrôle des personnes qui souhaitent immigrer au Bélarus; ils identifient également les personnes qui sont associées à des organisations terroristes internationales et prennent des mesures pour interdire leur entrée au Bélarus.

Conformément à l'article 14 de la loi sur l'immigration, un étranger peut se voir refuser l'octroi d'un permis de résidence permanente au Bélarus, notamment

s'il est ou a été membre d'une organisation terroriste ou fasciste ou s'il se livre à l'apologie de la guerre ou de la haine fondée sur une discrimination sociale, ethnique, religieuse ou raciale.

Conformément aux lois de la République du Bélarus qui régissent les activités d'enquête et de renseignement et les contrôles douaniers et d'immigration exercés en vertu d'accords bilatéraux et de traités internationaux, lorsqu'elles disposent d'informations concrètes sur d'éventuelles tentatives qui seraient faites pour exporter de la République du Bélarus, en contrebande ou par d'autres procédés criminels, des marchandises dont l'exportation est interdite, les autorités nationales compétentes en avisent à l'avance les autorités compétentes d'autres États. De même, les mouvements de personnes suspectées de terrorisme font l'objet d'échanges d'informations.

1.17. Dans le contexte de l'application des alinéas b) et j) du paragraphe 2, la République du Bélarus applique-t-elle les normes et recommandations de l'Organisation de l'aviation civile internationale énoncées dans l'annexe 17? Pourrait-elle également indiquer au Comité si l'OACI a procédé à des audits de la sécurité de ses aéroports internationaux?

La sécurité des opérations de l'aviation civile sur le territoire de la République du Bélarus est assurée sur la base des engagements internationaux que le Bélarus a contractés en vertu de la Convention de Chicago relative à l'aviation civile internationale, de la Convention de La Haye pour la répression de la capture illicite d'aéronefs, de la Convention de Tokyo relative aux infractions et à certains autres actes survenant à bord des aéronefs, de la Convention de Montréal pour la répression d'actes illicites dirigés contre la sécurité de l'aviation civile, du Protocole de Montréal pour la répression des actes illicites de violence dans les aéroports servant à l'aviation civile internationale et de la Convention de Montréal sur le marquage des explosifs plastiques et en feuilles aux fins de détection.

Conformément aux obligations internationales ainsi qu'aux normes et recommandations figurant à l'annexe 17 de la Convention relative à l'aviation civile internationale intitulée « Sûreté : protection de l'aviation civile internationale contre les actes d'intervention illicite », un ensemble de mesures administratives, juridiques et pratiques visant à prévenir et réprimer les actes de terrorisme et les autres actes d'intervention illicite dans les activités de l'aviation civile et à éliminer leurs conséquences négatives a été mis au point et est en vigueur dans la République du Bélarus.

En janvier 2004, le Comité d'État chargé de l'aviation a adressé au Secrétaire général de l'Organisation de l'aviation civile internationale une lettre dans laquelle il lui demandait d'inclure le Bélarus dans le calendrier des audits de la sécurité de l'aviation programmés par l'OACI pour les deuxième et troisième trimestres de l'année 2005.

1.18. Dans son premier rapport (p. 9), la République du Bélarus déclare que les travaux sur la mise au point d'un système informatisé de contrôle des passeports ont été accélérés. Le Comité lui saurait gré de bien vouloir lui présenter un rapport sur l'état d'avancement de ces travaux. Il souhaiterait également recevoir un rapport sur l'état des travaux préparatoires liés à la promulgation du projet de décret du Président de la République du Bélarus sur « l'introduction d'amendements et d'additifs au Statut sur la procédure

d'examen des questions relatives à l'octroi de l'asile aux étrangers et aux apatrides ».

Au cours de la période 2002-2003, un ensemble de mesures administratives et techniques a été mis en oeuvre en vue d'installer un système informatisé de contrôle des passeports (ASPK) aux postes frontière; il prévoyait :

- La création d'un logiciel de contrôle des frontières dénommé « Berkout-B » répondant aux exigences actuelles et qui permet notamment de vérifier les éléments d'information figurant dans les passeports des personnes par rapport aux listes de documents d'identité perdus ou volés, de terroristes et de personnes recherchées par l'intermédiaire d'Interpol (dernière option bloquée), de faire contrôler les mouvements transfrontières des nationaux par les agents du Comité d'État des troupes frontalières et de collaborer avec les autorités de police de la République du Bélarus;
- La conception et la construction de réseaux locaux;
- La fourniture du matériel et des logiciels d'exploitation et d'application requis pour ces réseaux;
- L'exécution de travaux de mise en service et d'ajustement sur des matériels liés au système ASPK;
- L'organisation de cours de formation à l'utilisation du système ASPK à l'intention des contrôleurs;
- La formation de personnel de service (administrateurs de réseaux);
- La formation du personnel de contrôle à l'utilisation du matériel informatique aux postes frontière.

Le bilan de l'application des mesures susmentionnées est le suivant :

- Installation et mise en service du système informatisé de contrôle des passeports « Berkout-B » à l'aéroport national « Minsk-2 » et à l'aéroport « Minsk-1 », la transmission des données vers le Comité d'État des troupes frontalières étant assurée par des réseaux numériques;
- Mise en place de systèmes automatisés et mise en service expérimentale d'installations ASPK aux postes frontière « Ourbany », « Moldevitchi », « Kotlovka », « Locha », « Beniakoni-1 » et « Novaya Gouta » situés dans la zone limitrophe des pays baltes;
- Installation de systèmes ASPK aux postes frontière « Brouzgi » et « Berestovitsa » (mise en service expérimentale prévue en 2004) situés dans la zone limitrophe de la Pologne;
- Installation et mise en service expérimentale de systèmes ASPK aux postes frontière « Kamennyi Log », « Kozlovitchi » et « Varchavski Most » situés dans les zones limitrophes des pays baltes et de la Pologne au moyen de fonds alloués par l'Union européenne dans le cadre du programme TISIS.

Le projet de décret présidentiel sur l'introduction d'amendements et d'additifs au Statut sur la procédure d'examen des questions relatives à l'octroi de l'asile aux étrangers et aux apatrides fait actuellement l'objet d'une concertation au sein des organes d'État intéressés.

Efficacité des mécanismes de contrôle visant à mettre fin à l'approvisionnement en armes des terroristes

1.19. Aux termes du paragraphe 2 a) de la résolution, les États Membres sont tenus en particulier de se doter d'un mécanisme permettant de mettre fin à l'approvisionnement en armes des terroristes. Compte tenu de cette disposition de la résolution, ainsi que de celles de la Convention sur le marquage des explosifs plastiques et en feuilles aux fins de détection et de la Convention internationale pour la répression des attentats terroristes à l'explosif, prière de communiquer des informations au Comité sur les points suivants :

a) Législation, réglementation, procédures administratives

- S'agissant des lois et règlements nationaux de la République du Bélarus visant la vente, le déploiement et le transit d'armes sur son territoire (S/2002/693, p. 5), prière de préciser les dispositions et les procédures administratives en vigueur permettant d'exercer un contrôle effectif des armes à feu, des munitions et des explosifs, afin d'empêcher qu'ils soient exportés ou transportés en transit par des terroristes.
- Quelles sont les mesures mises en place dans le pays pour empêcher la fabrication, le stockage, le transfert et la possession des articles ci-après sans marquage ou avec un marquage insuffisant :
 - Armes légères;
 - Autres armes à feu, et leurs pièces détachées, composants et munitions;
 - Explosifs plastiques;
 - Autres explosifs et leurs précurseurs.

La loi sur les armes adoptée en novembre 2001, qui régit tout ce qui a trait à la circulation des armes sur le territoire bélarussien, vise à resserrer la coopération internationale pour la lutte contre la diffusion illicite des armes.

Les actes illicites concernant des armes à feu, des munitions ou des explosifs, commis sur le territoire bélarussien, entraînent une responsabilité pénale.

Le décret présidentiel No 473 du 30 août 2002, relatif au renforcement de la réglementation visant la circulation sur le territoire bélarussien des armes de combat, de service ou civiles et des munitions correspondantes, définit des Modalités de circulation des armes de combat, de service ou civiles et des munitions correspondantes dans les formations militaires nationales et les organisations paramilitaires, les services des douanes et les services du Parquet; des Modalités de circulation des armes de service et civiles et des munitions correspondantes sur le territoire bélarussien; des Modalités d'obtention par les personnes morales ayant des objectifs statutaires spéciaux, pour usage temporaire, de certains types et modèles d'armes de combat et de munitions correspondantes; des Modalités de délivrance d'armes et de munitions aux personnes bénéficiant d'une protection du Gouvernement; une liste des catégories, types et modèles d'armes de combat et de munitions correspondantes dont les personnes morales ayant des objectifs statutaires spéciaux ont le droit d'obtenir l'usage temporaire; Liste des catégories, types et modèles d'armes de service et civiles, et de munitions correspondantes, dont l'usage est autorisé aux employés des personnes morales ayant des objectifs statutaires spéciaux.

Le décret présidentiel No 134 du 4 avril 2004, relatif à certains aspects de la circulation des armes sur le territoire biélorussien, instaure également des Modalités de retrait contre indemnisation des armes de combat et de service, à l'exception des armes remises en récompense, acquises par leur détenteur de manière légale et lui appartenant, ainsi que des Modalités de circulation sur le territoire biélorussien des armes et des munitions ayant une valeur culturelle.

Ce sont les services du Ministère de l'intérieur qui, conformément à la loi sur les armes, contrôlent la circulation des armes de service et civiles et des munitions correspondantes sur le territoire de la République. Aux termes de l'article 21 de la loi sont autorisées à faire le commerce des armes de service et civiles sur le territoire biélorussien les personnes morales qui fabriquent ces armes et munitions en vertu d'une licence de fabrication, ainsi que les personnes morales détentrices d'une licence les autorisant à en faire le commerce.

Les modalités de délivrance des licences autorisant à exercer une activité concernant les armes blanches à destination autre que militaire, les armes de chasse, de sport et à gaz (y compris les cartouches de gaz), les munitions correspondantes, la collection et l'exposition d'armes, ou une activité comportant les travaux et services correspondants (fabrication, réalisation, réparation d'armes et de munitions, collection et exposition d'armes), sont définies par le décret présidentiel No 17 du 14 juillet 2003 relatif à la délivrance de licences autorisant certains types d'activité, par la décision No 1360 du Conseil des ministres en date du 20 octobre 2003 portant approbation des modalités susmentionnées, et des modalités de délivrance des licences autorisant à exercer une activité visant à assurer la sécurité des personnes morales et physiques, et par le décret No 250 du Ministère de l'intérieur en date du 31 octobre 2003 relatif à la délivrance de licences autorisant certains types d'activité du Ministère de l'intérieur. Au 1er mars 2004, il y avait selon les états des licences 51 sujets économiques qui détenaient des licences de réalisation de ces armes et munitions.

Chaque année, le Ministère de l'intérieur prend des mesures préventives spéciales dans les quartiers résidentiels des villes et des villages, fait l'inventaire consolidé des armes à feu dans les locaux des entités autorisées à en détenir, contrôle le respect par les personnes physiques des modalités de détention des armes à feu, et procède à des opérations spéciales « Arsenal » et à des opérations de remise volontaire d'armes, de munitions et d'explosifs sur le territoire national.

Le nombre d'infractions avec usage d'armes à feu a baissé de 15,1 % en 2003 par rapport à l'année précédente (213 en 2003 contre 251 en 2002).

Le travail accompli par la police en collaboration avec d'autres entités intéressées a permis de renforcer l'équipement technique des locaux où sont conservés des armes à feu et des explosifs et d'en garantir la sécurité.

Il n'y a pas eu ces cinq dernières années, dans les locaux des entités autorisées à en détenir, de vol d'objets et de substances soumis au contrôle des services du Ministère de l'intérieur.

On a travaillé à mettre en évidence les personnes qui font des fouilles pour retrouver des armes et des munitions datant de la deuxième guerre mondiale.

Les services territoriaux du Ministère de l'intérieur ont reçu pour instructions de lancer plus activement des opérations préventives à l'égard de ces personnes.

Les armes et les munitions ont été, conformément à la décision No 218 du Conseil des ministres, en date du 18 mars 1997, relative aux mesures d'interdiction et de restriction applicables au transport de certains articles à travers la frontière douanière de la République du Bélarus, ajoutées à la liste des articles dont le transport à travers la frontière douanière fait l'objet de restrictions.

Le passage en transit sur le territoire bélarussien d'articles à usage militaire est soumis à l'application de la décision visant le passage en transit des articles à usage militaire, approuvée par la décision No 522 du Conseil des ministres en date du 24 avril 2002. En application de cette décision, le Comité des douanes a adopté sa décision No 36 du 13 juin 2002, fixant les modalités de délivrance d'une autorisation de passage en transit d'articles à usage militaire. Il a adopté ainsi :

Les modalités de délivrance, de prorogation et d'annulation d'une autorisation de passage en transit d'articles à usage militaire sur le territoire de la République du Bélarus;

Un modèle d'autorisation de passage en transit d'articles à usage militaire sur le territoire de la République du Bélarus;

Des instructions sur la manière de remplir l'annexe à la déclaration de passage et à la demande d'autorisation de passage en transit d'articles à usage militaire sur le territoire de la République du Bélarus.

Les services des douanes, en application du Code des douanes du Bélarus, procèdent au contrôle douanier en vue de mettre en lumière les cas d'introduction illicite sur le territoire national d'articles dont le transport à travers les frontières douanières du pays fait l'objet de restrictions, dont les armes. Ils utilisent pour cela des machines à rayons X, et des chiens spécialement dressés à détecter les explosifs.

b) Contrôle des exportations

- **Prière de spécifier les procédures de contrôle des exportations en vigueur et le mécanisme en place pour les échanges d'informations sur les sources, les itinéraires et les méthodes des marchands d'armes.**
- **Est-il nécessaire de déposer et de faire enregistrer ou contrôler une déclaration en douane et des justificatifs avant d'importer, d'exporter ou de transporter en transit des armes à feu, et incite-t-on les importateurs, les exportateurs ou les tiers à communiquer des informations aux douanes avant l'expédition? Prière de décrire aussi tout mécanisme permettant de vérifier l'authenticité des licences ou autorisation utilisées pour l'importation, l'exportation ou le passage en transit des armes à feu.**
- **Les services bélarussiens des douanes ont-ils mis en place des moyens de gestion des risques, sur la base de renseignements, pour déceler les articles à haut risque? Prière d'indiquer les éléments d'information à communiquer aux douanes qui permettent de mettre en évidence les colis à haut risque avant l'expédition.**

Les informations demandées ont été fournies en partie dans l'annexe à la lettre datée du 5 avril 2002, adressée au Président du Comité contre le terrorisme par le Représentant permanent du Bélarus auprès de l'Organisation des Nations Unies (S/2002/375) et les rapports antérieurs.

Le contrôle des exportations suit la loi sur le contrôle des exportations. Pour perfectionner le contrôle exercé par l'État sur les entrées et les sorties de certains produits ou services et la manière dont le Bélarus s'acquitte des obligations internationales qu'il a assumées, le Conseil des ministres a adopté le décret No 133 du 4 février 2003 sur l'application des mesures de contrôle officiel des entrées et sorties de certains produits ou services. En conséquence, le Ministère des affaires étrangères et le Comité national des douanes ont adopté le décret No 4/27 du 4 avril 2003, qui comprend les listes d'articles soumis au contrôle, dont les armes à feu.

Les modalités de transport des armes de service et civiles et des munitions correspondantes sont énoncées dans le décret présidentiel N° 473 du 30 août 2002 relatif au renforcement de la réglementation visant la circulation sur le territoire bélarussien des armes de combat, de service ou civiles et des munitions correspondantes. Il prévoit notamment que pour faire entrer, sortir, ou passer en transit sur le territoire bélarussien des armes et des munitions, il est indispensable de présenter lors des formalités douanières, une autorisation de transport, qui n'est valable qu'une fois, délivrée par le Ministère de l'intérieur du Bélarus.

Les formalités douanières à accomplir pour les armes de service et civiles sont détaillées en particulier dans le décret No 71 du 17 novembre 2003 du Comité national des douanes, relatif aux formalités et au contrôle douanier concernant les armes et les munitions.

La législation bélarussienne n'oblige pas à remplir et à faire enregistrer ou vérifier une déclaration en douane ou la documentation auxiliaire concernant des armes à feu avant de les faire entrer, sortir ou passer en transit sur le territoire bélarussien, et n'oblige pas non plus les exportateurs, les importateurs ni les tiers à présenter des renseignements aux services des douanes avant l'expédition.

L'authenticité des licences et autres pièces délivrées par les autorités compétentes pour le transport des armes à feu à travers la frontière douanière du Bélarus est vérifiée par comparaison avec les modèles de licences et autorisations, ainsi qu'avec la signature des personnes habilitées à délivrer ces pièces, dont le modèle est envoyé au Comité national des douanes par les services compétents.

c) Gestion et sécurité des réserves

- **L'ordonnance No 272 était mentionnée dans le premier rapport (S/2001/1268, p. 5); prière d'en communiquer les dispositions pertinentes, ainsi que les procédures administratives en vigueur dans le pays pour garantir la sécurité des armes à feu, de leurs pièces et composants, des munitions, des explosifs et de leurs précurseurs lors de la fabrication, de l'importation, de l'exportation et du passage en transit.**
- **Quelles sont les normes et procédures nationales en vigueur pour la gestion et la sécurité des stocks d'armes à feu et d'explosifs détenus par les services officiels bélarussiens (en particulier par les forces armées, la police, etc.) et les autres services autorisés?**
- **Le Bélarus a-t-il adopté, suite à une évaluation des risques, des mesures spéciales pour la sécurité des importations, des exportations et des passages en transit d'armes à feu, prévoyant notamment le contrôle des systèmes de sécurité dans les points de stockage et les entrepôts temporaires, des moyens de transport utilisés pour les armes à feu, et**

existe-t-il un contrôle obligatoire des personnes qui sont chargées de ces opérations? Dans l'affirmative, prière de donner des renseignements détaillés.

En vertu du paragraphe 6 de l'Instruction relative aux formalités et au contrôle douanier concernant les armes et les munitions, entérinée par le décret No 71 du Comité national des douanes du 17 novembre 2003, le transport sous contrôle douanier des armes de service et civiles et des munitions correspondantes doit obligatoirement (pour tout transport d'armes en quantité supérieure à 5 unités et de munitions en quantité supérieure à 400 unités) être escorté par des unités de l'association Okhrana (La garde) relevant du Ministère de l'intérieur, ou par des unités paramilitaires des chemins de fer biélorussiens.

Les armes et munitions susmentionnées doivent être transportées sous conditionnement ou par mode de transport spécialement adaptés pour le transport d'articles sous scellés et plombage douaniers, avec moyens d'identification douanière obligatoires.

En application du paragraphe 8 de l'Instruction, le stockage des armes civiles et de service et des munitions correspondantes dans les points de stockage et les entrepôts temporaires est permis si les propriétaires de ces installations détiennent les autorisations requises de stockage de ces articles, délivrées par les services du Ministère de l'intérieur.

Il est permis de stocker à titre temporaire des armes civiles et de service dans d'autres lieux sous contrôle douanier si les propriétaires des installations utilisées détiennent l'autorisation susmentionnée des services du Ministère de l'intérieur. Ces installations doivent alors porter une identification douanière (scellés, plombage des services des douanes) jusqu'au moment où les articles sortent selon les formalités établies du contrôle douanier.

d) Répression du trafic illicite :

- **Quelles sont les mesures spéciales par lesquelles le Bélarus s'emploie à prévenir et réprimer le trafic illicite d'armes à feu, de munitions et d'explosifs utilisés par les terroristes?**
- **Les services de répression biélorussiens coopèrent-ils avec le Système international de dépistage des armes et des explosifs d'Interpol?**

Le bureau central de pays d'Interpol a accès à la base de données sur le terrorisme du Secrétariat général d'Interpol, qui groupe des renseignements sur les organisations terroristes internationales et les personnes recherchées pour activités terroristes et extrémistes.

Le Ministère de l'intérieur reçoit périodiquement du Secrétariat général d'Interpol des renseignements sur la lutte antiterroriste.

Les documents du Secrétariat général d'Interpol relatifs aux sessions de l'Assemblée générale de cette organisation et à ses conférences régionales, aux conférences internationales, colloques et réunions sur ce thème sont traités et résumés en temps utile, de même que sont élaborés les documents nécessaires à la participation de représentants du Bélarus à ces manifestations.

1.20. Le Comité relève à la page 5 du premier rapport du Bélarus que « grâce au système rigoureux de contrôle des exportations mis en place dans la

République du Bélarus, qui est conforme aux normes internationales, les exportations d'armes ne peuvent être effectuées que par l'intermédiaire des filières officielles du pays importateur et sous réserve que toutes les normes internationales régissant les transferts d'armes et d'équipements militaires soient respectées. Prière d'indiquer comment se coordonnent les services bélarussiens chargés d'appliquer la législation visant la vente, la distribution et le passage en transit des armes sur le territoire du pays. Le Comité souhaiterait des statistiques sur la manière dont les dispositions légales empêchent les terroristes de s'approvisionner en armes.

Le Bélarus, qui développe ses échanges économiques internationaux et sait les risques des sorties incontrôlées d'armes, ainsi que d'articles et de technologies susceptibles de servir à en fabriquer, et soucieux de s'acquitter scrupuleusement de ses obligations internationales, a mis en place un système national efficace de contrôle des exportations.

La législation essentielle en la matière est la loi du 6 janvier 1998 sur le contrôle des exportations, qui définit les bases juridiques de l'activité des services officiels, des personnes morales et des personnes physiques en matière de contrôle des exportations, les principes généraux et les concepts fondamentaux, les services gouvernementaux chargés du contrôle des exportations, leurs pouvoirs et responsabilités, et fixe les listes d'articles soumis au contrôle des exportations.

Les principes fondamentaux du contrôle des exportations sont les suivants :

Contrôle de l'État sur le transport d'articles soumis au contrôle qui traversent la frontière douanière du pays;

Vérification de l'utilisation des articles soumis au contrôle;

Transparence et accès à l'information sur les modalités, les règles, les buts, les objectifs et les principes de fonctionnement du système de contrôle des exportations et les responsabilités en cas de contravention à la législation bélarussienne concernant le contrôle des exportations;

Fixation de listes des articles soumis au contrôle, et des pays vers lesquels l'exportation d'articles soumis au contrôle est temporairement interdite ou soumise à des restrictions;

Harmonisation des procédures et des règles du contrôle des exportations avec les normes et la pratique internationales universellement admises.

La législation en vigueur à l'heure actuelle au Bélarus vise l'exportation des armes classiques, des articles et des technologies à double usage, ainsi que les relations nées de la circulation d'armes sur le territoire national :

1. Loi du 6 janvier 1998 sur le contrôle des exportations;

2. Loi du 13 novembre 2001 sur les armes;

3. Décret présidentiel No 265 du 11 mai 1999 portant approbation de la décision relative aux modalités d'autorisation, délivrée aux personnes morales du Bélarus, de mener des activités de commerce extérieur portant sur certains produits et services, et de la décision portant création de la Commission interministérielle de coopération militaire et technique relevant du Conseil de sécurité de la République du Bélarus;

4. Décret présidentiel No 94 du 11 mars 2003 réglementant la coopération militaire et technique avec les pays étrangers;

5. Décision du Conseil des ministres No 422 du 29 mars 2000 relative au renforcement du contrôle des entrées et des sorties de produits chimiques relevant du régime de contrôle institué par la Convention sur l'interdiction de la mise au point, de la fabrication, du stockage et de l'emploi des armes chimiques et sur leur destruction;

6. Décision du Conseil des ministres No 522 du 24 avril 2002 portant approbation de la décision relative au passage en transit d'articles à usage militaire sur le territoire national;

7. Décision du Conseil des ministres No 133 du 4 février 2003 sur l'application des mesures de contrôle officiel des entrées et des sorties de certains produits et services, portant approbation de la décision instituant les modalités de délivrance de licences pour l'entrée et la sortie de certains produits et services, de la décision sur les formalités à accomplir en exécution des obligations dont est assorti l'usage de certains produits et services d'importation, et de la décision sur les modalités de contrôle du respect des obligations dont est assortie l'utilisation à des fins spécifiées de certains produits et services d'importation ou d'exportation;

8. Décision du Ministère des affaires étrangères No 2 du 21 mars 2003 portant approbation de l'Instruction sur les modalités de délivrance d'un certificat d'importation;

9. Décision du Ministère des affaires étrangères et du Comité national des douanes No 4/27 du 4 avril 2003 portant approbation des listes de produits et services spécifiques;

10. Décision du Ministère des affaires étrangères et du Comité national des douanes No 3/31 du 11 avril 2003 portant approbation de l'Instruction sur les modalités de délivrance d'une licence d'entrée ou de sortie de produits et services spécifiques, et d'enregistrement d'accords conclus en vertu d'une licence générale.

Toute décision d'accorder ou non une licence d'exportation repose au Bélarus sur l'un des principes internationaux essentiels du contrôle des exportations, celui du contrôle de l'utilisation finale des articles spécifiques à exporter, et sur l'évaluation du risque éventuel d'utilisation des biens livrés à des fins incompatibles avec les principes du développement pacifique et de la sécurité internationale (mise au point et fabrication d'armes de destruction massive, intensification de conflits armés et aggravation de l'instabilité dans la région, terrorisme).

La décision d'accorder ou non une licence est prise dans le strict respect des obligations internationales assumées par le Bélarus. Chaque demande est vérifiée compte tenu des sanctions imposées par le Conseil de sécurité de l'ONU, des obligations assumées en vertu du Traité de non-prolifération des armes nucléaires, de la Convention sur l'interdiction de la mise au point, de la fabrication et du stockage des armes bactériologiques (biologiques) ou à toxines et sur leur destruction, de la Convention sur l'interdiction de la mise au point, de la fabrication, du stockage et de l'emploi des armes chimiques et sur leur destruction, d'autres traités internationaux, de l'obligation de ne pas exporter de mines antipersonnel, ainsi que des principes du Groupe des fournisseurs nucléaires.

L'examen des demandes de licences, qui se fait en plusieurs temps, comprend les étapes ci-après :

Examen du contrat par la Commission interministérielle de coopération militaire et technique et de contrôle des exportations relevant du Conseil de sécurité de la République du Bélarus;

Examen de la demande de licence, du contrat, des garanties d'utilisation finale fournies et d'autres documents au Ministère des affaires étrangères;

Coordination pour l'examen de la demande avec les services nationaux compétents (en règle générale, le Ministère de la défense et le Comité de la sécurité nationale);

Décision finale prise par le Secrétaire d'État au Conseil de sécurité de la République du Bélarus.

Ce processus de contrôle officiel en plusieurs temps des opérations de commerce extérieur portant sur des articles spécifiques réduit à leur minimum le nombre des refus officiels de délivrance d'une licence. Il n'y a qu'un nombre restreint de personnes morales qui ont le droit de réaliser des opérations de commerce extérieur portant sur des articles spécifiques, et ces entités, qui connaissent bien la législation en vigueur dans le pays, se renseignent périodiquement sur les sanctions et les interdictions internationales. Si pour une raison ou pour une autre, un contrat a été conclu pour la fourniture de certains articles dans des pays ou territoires faisant l'objet d'interdictions ou de restrictions imposées par le Conseil de sécurité de l'ONU, le fait révèle un mauvais fonctionnement du système de contrôle des exportations en place dans la société qui l'a conclu. Ce type de contrat pour la fourniture de certains articles à des pays ou territoires faisant l'objet d'interdictions ou de restrictions imposées par le Conseil de sécurité de l'ONU ne peut franchir même la première étape du processus de coordination, celle de la Commission interministérielle de coopération militaire et technique et de contrôle des exportations.

Les motifs de refus officiel de délivrance d'une licence (après dépôt de la demande au Ministère des affaires étrangères) sont les suivants :

Réalisation d'une opération de commerce extérieur portant sur des articles ou des services spécifiques dans des conditions pouvant ou risquant de porter préjudice aux intérêts du Bélarus;

Vice de forme dans la demande présentée, et (ou) documentation incomplète à l'appui de la demande;

Documentation présentée par l'organisation à l'appui de la demande contenant des renseignements inexacts, déformés ou incomplets;

Documentation non conforme aux caractéristiques requises;

Contravention de l'organisation présentant la demande à la législation nationale visant le contrôle des exportations;

Décision de la Commission interministérielle de coopération militaire et technique et de contrôle des exportations.

Le Ministère des affaires étrangères peut suspendre une licence pour les motifs ci-après :

Contravention de l'organisation titulaire de la licence, lors de l'exécution du contrat (de l'accord), aux conditions de la licence et aux modalités de réalisation d'activités de commerce extérieur visant l'entrée ou la sortie d'articles ou services spécifiques;

Imposition de sanctions du Conseil de sécurité de l'ONU visant le pays destinataire (utilisateur final);

Réalisation d'une opération de commerce extérieur portant sur des articles ou des services spécifiques dans des conditions pouvant ou risquant de porter préjudice aux intérêts du Bélarus;

Décision de la Commission interministérielle de coopération militaire et technique et de contrôle des exportations.

Afin de s'acquitter des obligations internationales de contrôle du transport à travers la frontière douanière du pays de produits chimiques relevant de la Convention sur l'interdiction de la mise au point, de la fabrication, du stockage et de l'emploi des armes chimiques et sur leur destruction, le Conseil des ministres a institué des modalités pour l'autorisation d'entrée et de sortie des produits qui relèvent du régime de contrôle de la Convention.

En application du paragraphe 2 de la Réglementation des modalités d'entrée et de sortie du territoire des produits chimiques relevant du régime de contrôle de la Convention sur l'interdiction de la mise au point, de la fabrication, du stockage et de l'emploi des armes chimiques et sur leur destruction, approuvée par décision du Conseil des ministres No 422 du 29 mars 2000, renforçant le contrôle des entrées et des sorties des produits relevant du régime de contrôle de la Convention, une personne morale n'est autorisée à faire entrer ou sortir des produits inscrits sur les listes 1 et 2 qu'en provenance ou à destination d'un autre État partie à la Convention, et à des fins qui ne soient pas prohibées par cette dernière. Il est interdit de réexporter des produits inscrits sur les listes 1 et 2 précédemment introduits sur le territoire biélorussien.

L'entrée et la sortie de ces produits chimiques sont soumis à la détention d'une licence délivrée par le Ministère des affaires étrangères.

L'une des pièces à fournir obligatoirement pour l'obtention d'une licence est le certificat d'utilisation finale délivré par l'autorité compétente du pays étranger et précisant :

L'engagement de n'utiliser les produits fournis qu'à des fins qui ne soient pas prohibées par la Convention, et de ne pas les transmettre à une tierce partie;

Le nom et la quantité des produits;

Les buts de l'utilisation finale des produits;

Le nom et l'adresse de l'utilisateur final.

On ne peut faire passer en transit des articles à usage militaire sur le territoire biélorussien que sur autorisation délivrée par le Comité national des douanes en coordination avec le Ministère des affaires étrangères, le Ministère de la défense et le Comité de la sécurité nationale.

Si un aéronef transportant des articles à usage militaire survole le territoire biélorussien, le Comité national de l'aviation, de son propre chef ou sur demande des autorités biélorussiennes compétentes, a le droit d'en exiger l'atterrissage.

Les articles à usage militaire ne peuvent passer en transit sur le territoire biélorussien que si le transitaire dispose de garanties financières et assure la protection physique des articles transportés conformément à la législation et aux traités internationaux auxquels le Bélarus est partie.

En vertu de l'article 15 de la loi sur le contrôle des exportations, une violation de la législation du contrôle des exportations entraîne la responsabilité pénale, administrative et autre.

Le Code pénal de la République du Bélarus comporte les articles 228 et 229, qui sont ainsi conçus :

« Article 228. Contrebande

1. Est passible d'amende ou de limitation de liberté d'une durée maximum de cinq ans, ou de privation de liberté de même durée, le transport en nombre à travers la frontière douanière du Bélarus d'articles et de valeurs dont ledit transport fait l'objet d'interdictions ou de restrictions, à l'exception de ceux qui sont indiqués au paragraphe 2 du présent article, s'il est caché ou soustrait au contrôle douanier, ou s'accompagne d'usage frauduleux de documents ou de pièces d'identification, ou assorti de non-déclaration ou d'une déclaration que le déclarant sait fausse.

2. Est passible de privation de liberté de trois à sept ans, avec ou sans confiscation des biens, le transport à travers la frontière douanière du Bélarus de drogues, de substances psychotropes, à fort effet, toxiques ou radioactives, ou d'explosifs, d'armes, d'engins explosifs, d'armes à feu et de munitions, d'armes nucléaires, chimiques, biologiques ou autres types d'armes de destruction massive, de matières et d'équipements susceptibles de servir à fabriquer de telles armes, s'il est caché ou soustrait au contrôle douanier, ou s'accompagne d'usage frauduleux de documents ou de pièces d'identification, ou assorti de non-déclaration ou d'une déclaration que le déclarant sait fausse.

3. Les actes visés aux paragraphes 1 et 2 du présent article, s'ils sont commis sur entente préalable d'un groupe de personnes ou par une personne déjà condamnée pour contrebande, ou par un fonctionnaire dans l'exercice de ses pouvoirs officiels, ou avec violence à l'égard de la personne exerçant le contrôle douanier, sont passibles de privation de liberté de cinq à dix ans avec ou sans confiscation des biens.

Article 229. Exportation illicite d'articles soumis au contrôle des exportations

L'exportation illicite d'articles, de technologies, de services et autres soumis au contrôle des exportations, susceptibles de servir à fabriquer des armes de destruction massive, des vecteurs de telles armes, d'armes et d'équipements militaires, est passible de privation de liberté d'une durée maximum de sept ans avec ou sans confiscation des biens. »

1.21. Le CCT sait que le Bélarus a pu évoquer certaines des questions mentionnées dans les paragraphes précédents dans des rapports ou des réponses à des questionnaires destinés à d'autres organisations qui surveillent

l'application des normes internationales. Il aimerait que le Bélarus les lui communique le cas échéant, et lui fasse connaître dans le détail toute action engagée pour appliquer des pratiques internationales optimales, des codes et des normes ayant des rapports avec l'application de la résolution 1373.

Un exemplaire du rapport national du Bélarus sur le contrôle des exportations, l'exportation d'armements et d'équipements militaires en 2002-2003 est joint au présent rapport.

2. Assistance et directives

La situation géographique du Bélarus, pays de transit, fait que l'assistance technique du Comité présente pour lui un intérêt particulier, car elle lui permettra de mieux appliquer la résolution 1373 (2001) en renforçant le contrôle douanier et le contrôle aux frontières (ce qui avait été exposé dans les demandes d'assistance antérieures).

Afin de renforcer le contrôle douanier et le contrôle aux frontières en vue de lutter contre le terrorisme et les autres activités criminelles, le Bélarus fait tout son possible pour développer la coopération avec les organisations internationales, régionales et infrarégionales.

En 2002, le Comité national des frontières et le Comité national des douanes ont achevé le projet TACIS « Points de passage de la frontière », ainsi qu'un projet du PNUD et de la Commission européenne « Renforcement du contrôle à la frontière entre le Bélarus et l'Ukraine ». Un projet en cours de l'AIEA est consacré à la prévention du transport illicite de matières nucléaires et radioactives.

Grâce à un financement du programme TACIS, d'autres projets doivent également être consacrés notamment aux frontières entre le Bélarus et la Lituanie, la Lettonie et la Pologne.
